

## POURQUOI LE FMI NUIT-IL AUX AFRICAINS ?

Jörg Guido HÜLSMANN \*

**Résumé :** Depuis une vingtaine d'années, le Fonds monétaire international (FMI) est la cible de graves critiques. On lui reproche, en effet, d'être un instrument de soumission des pays du tiers monde, de freiner le développement de ces pays (en Afrique et ailleurs), de les aliéner politiquement et économiquement à ceux de l'Occident. On réclame alors une réorientation de ses politiques en dehors de la « logique marchande ». Toutes ces critiques font preuve d'une intuition saine, mais elles dérivent rarement d'une analyse de fond. Le FMI n'est pas nuisible parce qu'il propage le système capitaliste occidental, mais parce que, au contraire, il détruit les fondements du développement capitaliste. La dépendance politique et économique de l'Afrique ne provient pas de la mauvaise orientation des politiques en vigueur du FMI et elle ne saurait être redressée par un changement de ces politiques. C'est la nature même du FMI, institution monétaire étatique, qui entraîne toutes ces conséquences néfastes.

### INTRODUCTION

Le Fonds monétaire international (FMI) fut créé afin de constituer un des piliers – avec la Banque mondiale – du système monétaire mondial, à savoir le système de Bretton Woods, en vigueur de 1946 à 1973. Fondé sur le plan de l'économiste américain H. B. White, ce système devait assurer des taux de change stables entre les monnaies nationales et, en même temps, permettre de larges augmentations de la masse monétaire mondiale. Aujourd'hui encore, la mission du FMI s'inscrit dans cette même stratégie : promouvoir l'expansion monétaire jugée nécessaire tout en assurant la stabilité des taux de change entre les monnaies nationales. Dans ce but, le FMI accorde des crédits à court terme – par exemple, sous forme de « droits de tirage spéciaux » – aux pays dont les balances de paiement sont déficitaires.

---

\* J. G. Hülsmann est un Senior Fellow du Ludwig von Mises Institute à Auburn, Alabama, États-Unis ([www.mises.org](http://www.mises.org) ; [jgh@mises.org](mailto:jgh@mises.org)). Il tient à remercier Cécile Philippe et Alexandre Padilla d'avoir révisé et commenté le présent travail.

La raison d'être du système de Bretton Woods procède d'une interprétation particulière des problèmes de l'économie internationale dans les années 1930. Aux yeux de ses défenseurs, le problème fondamental de l'ordre monétaire international, à l'aube des années 1930, se résume en un mot : l'or. À cette époque, le détenteur d'un billet de banque américain et anglais pouvait demander son remboursement en or ; quant au porteur de billets de banque français, allemands, etc., il pouvait demander leur remboursement en dollars ou en livres ; l'or était donc, directement ou indirectement, la monnaie sous-jacente à tous ces billets de banque. Comme la production de ces billets était largement supérieure à celle de l'or, les demandes de remboursement devinrent de plus en plus problématiques. L'augmentation de la masse monétaire fut alors jugée indispensable dans tous les pays. On la croyait, en effet, nécessaire à l'accompagnement de la croissance économique, à la neutralisation de la pression syndicale sur les salaires réels et au financement du budget de l'État. Dans cette optique, l'or apparut comme un obstacle atavique au progrès économique et social ; c'est donc sans surprise que les gouvernements anglais et américains finirent par choisir de continuer à produire des billets de banque plutôt que de maintenir le système de l'étalon de change-or.

À partir de 1931, le monde occidental entra dans une période de désintégration monétaire et économique. L'abandon de l'étalon de change-or marqua, en effet, la fin des taux de change stables entre les billets de banque nationaux qui, désormais, fluctuèrent fortement, nuisant avant tout aux intérêts des industries exportatrices et importatrices. On parlait de « dévaluations compétitives ».

Pour les organisateurs de l'ordre monétaire international futur, réunis en 1944 à Bretton Woods, la leçon des années 1930 semblait claire : il leur fallait surtout diminuer le problème du remboursement des billets. La solution retenue fut de faire de la banque centrale américaine une banque centrale mondiale. Le FMI et la Banque mondiale furent, à leur tour, créés pour exercer une certaine influence sur la gestion du système des autres États fondateurs de Bretton Woods. Ces deux institutions allaient survivre à la crise économique qui, en 1973, amena l'effondrement du système de Bretton Woods.

Aux environs de 1981, la politique du FMI fut suivie d'un œil sévère par maints observateurs internationaux. Le FMI devint la cible de critiques de plus en plus graves : on lui reprocha d'être un instru-

ment de la soumission des pays du tiers monde, de freiner le développement des pays d'Afrique et d'ailleurs. La dépendance politique et économique à l'égard de l'Occident qu'il crée dans ces pays fut aussi l'objet de vives critiques. Cela conduisit à une demande de réorientation de ses politiques en dehors de la « logique marchande<sup>1</sup> ».

Dans la présente étude, nous allons réviser les arguments en faveur du FMI et contre lui à la lumière de la théorie monétaire<sup>2</sup>. Cette révision concernera quatre points essentiels ; elle essaiera de montrer : premièrement, que la conception même du FMI a été fondée sur une analyse erronée de la crise monétaire des années 1930 ; deuxièmement, que le FMI, loin de réaliser les buts qu'on lui a fixés, ne peut les atteindre du fait même de sa nature, mais que, au contraire, il aggrave les problèmes des pays où il intervient ; troisièmement, que les problèmes qu'il crée à l'heure actuelle sont identiques, mais à plus grande échelle, à ceux créés dès son origine et, quatrièmement, que, pour cette raison, les discours visant à le réformer sont inappropriés.

## LA QUANTITÉ DE MONNAIE ET LES MONNAIES MARCHANDISES

L'enseignement le plus important de l'étude des monnaies est que les services monétaires dont l'ensemble des utilisateurs peuvent dériver d'une monnaie ne dépendent pas de sa *quantité*.

Ce fait est couramment présenté de la manière suivante. Imaginons deux économies monétaires complètement identiques à l'exception de la quantité de monnaie en circulation. Dans la première, il y a deux fois plus de monnaie en circulation que dans la seconde. On s'aperçoit sans difficulté que la vie et les transactions économiques dans ces deux économies peuvent se dérouler de manière parfaitement parallèle, à la

1. Voir par exemple Gluckstein et al. (1990), L'Héritier (1990), Danaher (1994), Brown (1995), et Chavagneux et al. (2001).

2. Notre analyse s'inscrit dans une tradition de pensée monétaire représentée notamment par Say (1841), Raguier (1839), Jevons (1875), Mises (1980), Hayek (1937), Rothbard (1990, 1993 : chap. 10), Sennholz (1985) et Huerta de Soto (1998). Voir aussi Salin (1991) et Hülsmann (1996). La plupart des travaux critiquant les politiques du FMI sous un angle de théorie monétaire se sont en règle générale limités à certaines critiques techniques et ont manqué de soulever la question générale de la raison d'être du FMI ; voir cependant Vaubel (1986, 1991), Walters (1994) et Meltzer (1999).

seule différence que, dans la première économie, tous les prix sont exactement le double de ceux de la seconde. Tous les biens et tous les services s'échangent donc indépendamment de la quantité de monnaie. S'il y a plus de monnaie, les prix sont plus élevés ; s'il y a moins de monnaie, les prix sont plus bas.

Il s'ensuit que n'importe quelle quantité monétaire peut satisfaire tous les besoins d'échange, parce que la satisfaction de ces besoins ne dépend pas du niveau des différents prix monétaires, mais uniquement des relations entre eux ; elle dépend des prix relatifs.

Prenons une autre illustration de ce fait crucial, en considérant cette fois-ci, non pas deux économies mais l'homme en tant que consommateur et entrepreneur. Pour l'homme-consommateur, le fait de payer dix ou vingt francs pour une boisson ne fait pas de différence si le prix qu'il paie se trouve dans la même relation avec son revenu monétaire et la valeur monétaire de son patrimoine. Il en est de même pour l'homme-entrepreneur. Le succès commercial de ce dernier ne dépend en aucun cas du niveau des prix (et donc de la quantité de monnaie) mais seulement des différences de prix. Son entreprise réussit quand ses ventes lui rapportent plus d'argent qu'il n'en a dépensé pour les facteurs de production ; son entreprise ne réussit pas si cet écart est trop faible ou même négatif. Mais cet écart, qu'il soit positif, négatif ou nul, peut exister quel que soit le niveau des prix.

Ces observations élémentaires nous permettent de tirer une première conclusion au sujet du FMI. Si la quantité de monnaie n'affecte pas la qualité de cette même monnaie, si l'on ne peut l'améliorer en augmentant ou en diminuant sa quantité, alors les monnaies marchandises (en particulier les monnaies métalliques) apparaissent sous un jour beaucoup plus favorable que celui que leur donnent les avocats du FMI et des autres institutions monétaires de l'État. Le grand reproche fait aux métaux, nous l'avons mentionné, consiste à dire que la correspondance entre leur production et la croissance économique, et donc la demande monétaire, est le fruit du hasard. Ce reproche est sans fondement. Force est de constater qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer un tel ajustement par des variations de la quantité de monnaie. L'ajustement de la monnaie procède d'un autre mécanisme bien plus souple et rapide, à savoir la variation de son pouvoir d'achat<sup>3</sup>. Si la

3. Voir Rothbard (1990), Salin (1991) et Hülsmann (2000 b).

croissance économique est forte et que, chaque jour, plus de biens sont offerts sur le marché que la veille, alors les prix diminuent et un plus grand volume d'échanges se fait avec la même quantité de monnaie. C'est pour cette raison que dans l'histoire économique de toutes les nations, il y a des périodes de forte croissance accompagnées d'une chute des prix (voir par exemple Friedman et Schwartz, 1963).

#### LES VARIATIONS DE LA QUANTITÉ DES MONNAIES MARCHANDISES

Nous avons dit qu'il était impossible d'améliorer les services d'une monnaie, pour l'ensemble des utilisateurs, par l'augmentation ou la diminution de sa quantité. Cela ne veut pas dire, soulignons-le, que les variations de la quantité de monnaie n'ont pas d'effet réel sur l'économie.

Considérons le cas de l'impact d'une augmentation de la masse monétaire (et négligeons celui d'une réduction de la masse monétaire, moins important) tout en notant le fait que toute quantité de monnaie supplémentaire se trouve d'abord dans les mains de son producteur, avant de se répandre dans le reste de l'économie. L'augmentation de la masse monétaire n'affecte pas la situation économique et le comportement de tous les individus de la même façon, car elle concerne, d'abord, un petit nombre de participants au marché, ou même un individu seulement, et se répand, ensuite, au gré des interactions de ce (t)(s) individu(s) avec d'autres personnes.

Supposons, par exemple, que la monnaie de notre économie est l'or et que le propriétaire d'une mine d'or a produit, au cours de ce mois, une tonne d'or. Il a donc augmenté la quantité de monnaie, mais cette augmentation se fait d'abord à son seul profit. Il échange ensuite cette tonne d'or contre différents articles – facteurs de production ou biens de consommation, peu nous importe. Ce qui compte, c'est qu'il va s'approprier des biens supplémentaires, et par-là même priver tous les autres membres de la société du contrôle de ces biens. La nouvelle monnaie l'a mis en position d'acheter plus qu'il n'aurait pu acheter autrement (« effet revenu ») et, de même, ceux qui lui ont vendu ces biens, ses fournisseurs, réalisent des recettes supérieures à celles qu'ils auraient réalisées en l'absence de la nouvelle monnaie. Ils sont donc à leur tour en position d'acheter plus qu'il n'aurait été possible autre-

ment, et ces dépenses entraînent des effets revenu analogues parmi leurs fournisseurs. C'est ainsi que se produit une chaîne d'effets revenu successifs, liant le producteur de la nouvelle monnaie à tous les autres participants au marché.

Cette chaîne d'effets revenu va de pair avec une chaîne d'augmentations de prix, conséquence du nouveau rapport entre la masse monétaire d'un côté, et les biens « réels » (c'est-à-dire non monétaires) de l'autre. Pour une personne qui a plus de monnaie à sa disposition, l'utilité d'une unité quelconque de monnaie est réduite, et par conséquent cette personne est prête à payer des prix monétaires plus élevés pour une prestation réelle donnée. Cet « effet prix » de la production de monnaie se répand, tout comme l'effet revenu, par une chaîne d'interactions successives qui lient le producteur de la nouvelle monnaie à tous les autres participants au marché.

Les deux chaînes d'effets résultant de la production de monnaie ont une conséquence très importante : elles affectent la répartition des ressources au profit des premiers bénéficiaires de la nouvelle monnaie et au détriment des derniers<sup>4</sup>. C'est cette conséquence qui motive toutes les tentatives de contrôler la production de monnaie – parce que le producteur de monnaie est nécessairement le premier bénéficiaire des nouvelles quantités produites ; c'est lui aussi qui détermine les prochains bénéficiaires de ces nouvelles quantités.

La production de monnaie a donc un impact sur la répartition des revenus de la société, tout comme la production de n'importe quel bien ou service<sup>5</sup>. Cependant, quand la monnaie est une monnaie marchandise comme l'or ou l'argent, cet impact est limité et cette limitation résulte des coûts de production de la monnaie marchandise. La production d'or ou d'argent exige, entre autres, le paiement des mineurs et des capitaux investis. Elle se trouve donc en concurrence avec toutes les autres branches de la production industrielle qui voudraient égale-

4. Pour une analyse des ramifications de ces deux chaînes sur le plan international, c'est-à-dire dans le contexte de l'utilisation de plusieurs monnaies, voir Hayek (1937).

5. Notons que, tant que la monnaie en cours est une monnaie marchandise, la position économique d'un producteur de monnaie ne diffère point de celle de maints autres producteurs et que, par conséquent, elle n'a pas beaucoup d'importance politique. Par exemple, les constructeurs d'immeubles profitent les premiers de la disponibilité de leurs produits et ils en déterminent également les prochains bénéficiaires ; et les gains de ces personnes se font en quelque sorte au détriment des propriétaires d'immeubles existants, parce que l'arrivée des nouveaux immeubles sur le marché fait baisser les prix d'achat et de location de tous les autres immeubles.

ment employer ces travailleurs et ces capitaux. Pour s'assurer leurs services, elle doit les payer mieux que ses concurrents. Les revenus de la production de monnaie sont donc étroitement limités par la concurrence générale qui s'opère sur les marchés des facteurs de production, et c'est cette limitation par la concurrence qui harmonise la production de monnaie avec toutes les autres productions.

## LES TITRES MONÉTAIRES ET L'INFLATION

Les choses sont bien différentes dès que l'on se tourne vers les titres monétaires, (typiquement) produits par les banques et qui se substituent dans une mesure plus ou moins grande à la circulation des pièces de monnaie<sup>6</sup>.

Par titre monétaire, il faut entendre un justificatif de propriété sur une certaine somme de monnaie déposée auprès de la banque émettrice du titre. Sur présentation de celui-ci, la banque le rembourse dans la quantité de monnaie à laquelle ce titre donne droit. Par exemple, dans le système de l'étalon-or qui existait en France et en Allemagne avant 1914, un billet de banque permettait de prouver que son porteur était le propriétaire d'un certain poids d'or déposé dans la banque émettrice du billet.

Dans la mesure où tous les titres monétaires sont couverts intégralement par des quantités correspondantes de monnaie, on parle d'un système bancaire à 100 pour cent de réserves. Si les banques émettent des titres monétaires sans couverture intégrale, on parle d'un système bancaire à réserves fractionnaires.

L'intérêt que porte le monde politique aux titres monétaires découle de la pratique des réserves fractionnaires. L'histoire des institutions bancaires et monétaires a amplement montré qu'une banque peut émettre des titres monétaires à une échelle dépassant de loin ses réserves : tant que celles-ci suffisent à satisfaire les demandes de remboursement courantes, la banque peut maintenir ses opérations. C'est seulement quand elle doit satisfaire des demandes de remboursement trop importantes qu'elle fait faillite.

6. Voir en particulier Rothbard (1983, 1990) et Huerta de Soto (1998).

Quand la quantité de titres monétaires dépasse la quantité de monnaie propre, on parle d'inflation<sup>7</sup>. L'inflation est évidemment dans l'intérêt des banques et de leurs clients : elle permet, en effet, aux banques d'accroître leurs opérations au-delà de ce qu'il leur aurait été possible autrement, et aux clients d'obtenir des crédits supplémentaires dont ils auraient été sinon privés. Ces bénéfices sont néanmoins obtenus aux frais des autres membres de la société, comme les entrepreneurs qui se financent par leurs fonds propres et tous ceux qui, suite à l'inflation, subiront une chute du pouvoir d'achat de leur argent.

Dans cette perspective, les effets de l'inflation sont semblables à ceux d'une production de monnaie propre. La particularité de l'inflation est cependant de briser les étroites limites qui s'opposent à la production monétaire<sup>8</sup>. Alors que la production de l'or, de l'argent et de toutes les autres monnaies marchandises est limitée par la concurrence sur les marchés des facteurs de production, la production supplémentaire des billets de banque, pour ne considérer que l'exemple le plus connu, est pratiquement sans coûts<sup>9</sup>. L'inflation permet aux banques de s'enrichir sans subir les limites imposées par la concurrence générale. C'est ce fait qui, selon nous, motive toutes les tentatives politiques pour gagner le contrôle de la production des titres monétaires. Les maîtres de cette production peuvent en effet diriger les flux monétaires selon leur seule volonté politique puisque ces choix se font apparemment sans coûts.

Reste que l'inflation pose un problème fondamental, y compris pour ceux qui en profitent : celui du remboursement des titres inflationnistes. Le fait est que ces banques ne peuvent en aucun cas honorer toutes les obligations auxquelles elles se sont engagées par l'émission de titres non couverts. Leur incapacité ne se manifeste que lorsque les demandes de remboursement dépassent leurs réserves de monnaie ; cette situation se produit cependant très régulièrement parce que la

7. En accordant ce sens au mot « inflation » nous recourons au langage original qui voyait, très pertinemment, dans l'inflation un phénomène lié aux titres monétaires – tandis que les manuels économiques contemporains utilisent le mot inflation pour décrire la hausse d'un indice de prix.

8. Soulignons que ceci n'est pas la seule particularité de l'inflation par rapport à la production de monnaie propre. La plus grande différence entre ces deux phénomènes apparaît sur le plan légal respectivement éthique (voir la discussion très détaillée de Huerta de Soto, 1998, et les références citées dans son ouvrage) ; mais ce point de vue ne nous occupera pas en ce lieu.

9. Il suffit d'une brève réflexion pour s'apercevoir qu'il en est de même pour les autres formes importantes de titres monétaires : le chèque de banque et, de nos jours, les documents électroniques de l'Internet.

concurrence incite les banques à pousser, aussi loin que possible, l'émission de titres monétaires non couverts. Quand une banque importante fait faillite, elle menace, par un effet de domino, toutes les banques du système à réserves fractionnaires, et par conséquent l'intégralité du système monétaire et bancaire. C'est ce qui s'est produit à maintes reprises dans la longue histoire des banques à réserves fractionnaires (voir Huerta de Soto, 1998 : chap. 2).

Le souci d'éviter ces conséquences de l'inflation se trouve à l'origine des institutions monétaires de l'État moderne, telles que les banques centrales et le FMI.

#### ALÉA MORAL INSTITUTIONNALISÉ AVANT BRETTON WOODS : LES BANQUES CENTRALES

Au fond, une banque centrale n'est rien d'autre qu'un entrepôt commun pour les réserves monétaires de plusieurs banques<sup>10</sup>. À la base de la centralisation des entrepôts, il y a une idée simple : avec de plus grands entrepôts, il devient possible de satisfaire des demandes de remboursement qui auraient mené à la faillite de chacune des banques particulières, et qui par un effet de domino auraient donc menacé l'existence du système bancaire entier. Autrement dit, la banque centrale assume le rôle d'un « prêteur en dernier ressort ».

Le piège de cette construction est que les opérations des différentes banques ne sont pas indépendantes des institutions qui les encadrent. Dans un système doté d'une banque centrale, les banques savent que, en cas d'urgence, elles auront accès à des réserves plus importantes. Elles peuvent donc adapter leurs activités en augmentant d'autant leurs émissions. L'existence même de la banque centrale crée donc un problème d'aléa moral auprès des banques particulières, si bien que leur comportement, aussi nuisible soit-il, est rationnel du point de vue de chaque acteur, désresponsabilisé par cette même institution.

10. Notons que les « banques centrales » d'aujourd'hui, bien qu'elles soient issues des banques centrales de l'étalon-or et que pour cette raison elles aient gardé leur nom générique, ne sont pas de véritables banques et, *a fortiori*, des banques centrales. Ces « banques centrales » ne produisent pas de titres monétaires, mais de la monnaie propre : la Federal Reserve produit le dollar, la Banque centrale européenne, l'euro, etc. Ces institutions sont donc à proprement parler des producteurs de monnaie plutôt que des banques.

Autre conséquence des banques centrales : la centralisation du pouvoir économique. Dorénavant, les banques particulières dépendent du concours de la banque centrale lorsqu'elles ne peuvent plus satisfaire les demandes de remboursement par leurs propres réserves. Le pouvoir de gérer l'allocation de l'inflation est évidemment exercé en faveur des groupes privés ou étatiques qui l'ont créée. Par exemple, un des principaux bénéficiaires de la Banque de France fut Napoléon, qui en était un des plus grands actionnaires ; parmi les groupes qui créèrent la Federal Reserve se trouvaient les J. P. Morgan et les Rockefeller. Le rapport privilégié avec la banque centrale représente pour ces groupes un atout formidable pour s'imposer dans la concurrence, économique et politique, aux concurrents comme au grand public. Ils n'ont pas hésité à en faire usage (voir Rothbard, 1980, 1984, 1999 ; Tabarrok, 1998).

Résumons : la rationalité individuelle ne s'harmonise avec la rationalité sociale que dans un système de couverture intégrale des titres monétaires. L'inflation brise cette harmonie et mène aux crises économiques. Chercher à éviter ces conséquences de l'inflation sans toucher au principe même de sa légitimité, c'est-à-dire en recourant à l'institution des banques centrales, institutionnalise un aléa moral qui aggrave les problèmes. Elle reproduit le même problème sur une plus grande échelle, profitant seulement à certains groupes bien placés qui contrôlent la gestion centralisée de l'inflation.

Il est clair que l'on ne change rien à cette problématique en créant un entrepôt plus centralisé, et donc plus grand. De par sa nature, un plus grand entrepôt augmente l'aléa moral des acteurs ; il les désresponsabilise d'autant plus et crée des crises plus graves. Le fameux système de Bretton Woods ne fut, au fond, que la mise à disposition des banques et des gouvernements du monde entier d'un très large entrepôt, les mettant, à dessein, en position de poursuivre leurs stratégies inflationnistes sur une échelle jamais connue auparavant.

## LE SYSTÈME DE BRETTON WOODS

Le plan de Harry Baxter White prévoyait l'établissement d'un système mondial d'étalon de change-or, très similaire au système qui avait existé entre 1926 et 1931 et qui était basé sur la livre britan-

nique et le dollar américain. Dans le nouveau système, il ne devait cependant y avoir qu'une seule espèce de billets de banque directement remboursables en or, à savoir les billets de la banque centrale américaine.

Les billets de toutes les autres banques centrales devaient être remboursables en dollars (et donc seulement indirectement en or) et, selon le plan de White, la tâche essentielle des autorités monétaires nationales était d'assurer ce remboursement. Dans la pratique, le système de Bretton Woods ne devait donc avoir qu'une seule monnaie mondiale, l'or. Mais cette monnaie était invisible dans les échanges quotidiens parce qu'elle était toujours représentée par les billets d'une des banques centrales.<sup>11</sup>

Conformément au dessein de son constructeur, ce système permettait une vaste inflation des titres monétaires au-delà des quantités d'or contenues dans les coffres-forts de la Fed. Cette inflation s'articulait autour des deux niveaux de la nouvelle hiérarchie monétaire : « à la base », la Fed créait une inflation du dollar par rapport à l'or ; et, « à la périphérie », les autres banques centrales créaient une inflation de leurs billets par rapport à leurs réserves de dollars.

Il est clair que ce système à réserves fractionnaires ne pouvait pas écarter de manière définitive le problème du remboursement. Tant que les coffres de la Fed étaient pleins d'or, le remboursement des titres inflationnés se faisait sans problèmes majeurs. Mais lorsque l'inflation mondiale provoqua des demandes de remboursement de plus en plus importantes, les anciens problèmes, que l'on avait cru appartenir à un passé lointain, resurgirent. À la fin des années 1960, les difficultés de remboursement de la Fed étaient patentées. Peu après, en 1973, le système de Bretton Woods s'effondra sous le poids des innombrables titres de monnaie sans couverture qu'on avait produit dans les trois décennies précédentes<sup>12</sup>.

11. Pendant toute la période de l'existence du système de Bretton Woods, le dollar, le mark, le franc, le yen, etc. n'étaient pas à proprement parler des monnaies (des moyens d'échange évalués indépendamment de toute autre marchandise), mais ils étaient des titres monétaires pour une même monnaie, l'or, remboursables en or auprès de la Fed, et donc évalués comme s'ils étaient de l'or même.

12. Une présentation éminemment claire de ces événements se trouve chez Hazlitt (1984).

## LES PROFITEURS DU SYSTÈME DE BRETTON WOODS

*Cui bono?* Nous avons déjà noté que l'inflation s'opère en faveur de ceux qui la créent – parce qu'elle les enrichit à titre personnel et qu'elle leur donne le pouvoir d'enrichir d'autres personnes – et que, dans le système de Bretton Woods, l'inflation se faisait à deux niveaux : celui de la Fed et celui des autres banques centrales nationales.

Dans chaque pays membre, l'inflation concertée a donc renforcé la capacité qu'avaient les groupes contrôlant la banque centrale de s'enrichir aux frais de leurs concitoyens. Nous avons vu que cette spoliation était limitée, entre autres, par le désir de sauvegarder des changes stables avec l'étranger. Le système de Bretton Woods élimina cette limitation et permit à chaque banque nationale de créer une inflation de ses billets sans se soucier des taux de change, puisqu'ils étaient assurés par leur appartenance à ce large cartel de spoliateurs monétaires. On comprend ainsi pourquoi certaines personnes, mélancoliquement, appellent l'ère de Bretton Woods la période des « Trente Glorieuses ».

Sur le plan international, la Fed était bien placée pour canaliser l'inflation mondiale selon les intérêts des puissants groupes américains qui la contrôlaient, et en profita largement. Ce qui évidemment amène la question : pourquoi les autres grands gouvernements ont-ils consenti à accorder le pouvoir de gérer l'allocation de l'inflation mondiale aux autorités américaines ? Ce fut, d'une part, le résultat de la position unique des États-Unis – pendant la guerre, c'était la seule puissance occidentale capable de défendre la Grande-Bretagne, de reconquérir la France et de libérer l'Europe (n'oublions pas que les négociations à Bretton Woods ont eu lieu en 1944 !); après la guerre, c'était le plus grand créancier de ces mêmes gouvernements –, d'autre part, le consentement de ces nations fut acheté par un certain partage du nouveau pouvoir entre les États-Unis et un petit nombre d'autres pays. C'est pour institutionnaliser ce partage que l'on créa la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (voir Mises, 1966 : 476 f).

Tandis que la Banque mondiale devait s'engager dans des transactions à long terme, la mission du FMI était de pourvoir les banques centrales en dollars quand les demandes de remboursement de leurs billets en dollars dépassaient, ou risquaient de dépasser, leurs réserves

de dollars. Le FMI leur accordait alors des crédits à court terme libellés en dollars et les banques utilisaient cet argent pour satisfaire des demandes de remboursement, et aussi pour décourager le risque de demandes de remboursement par précaution. Ces aspects techniques étaient cependant secondaires par rapport à sa fonction essentielle : mettre à la disposition des gouvernements des moyens financiers qu'ils n'auraient pas pu obtenir par les voies conventionnelles, c'est-à-dire par une augmentation des impôts, des dettes ou de l'inflation de leurs titres monétaires nationaux.

La double inflation de la Fed et des autres grandes banques centrales donna donc à la Banque mondiale et au FMI le pouvoir de soutenir tout gouvernement en difficulté financière, et ceci aux frais des utilisateurs actuels des dollars et des autres billets de banque puisque l'inflation en réduisait le pouvoir d'achat.

Il va de soi qu'un tel soutien ne s'exerce pas au profit des gouvernements qui financent la quasi-totalité de leurs dépenses par l'impôt, c'est-à-dire en affrontant le contribuable ouvertement ou, si l'on veut, démocratiquement. Bien au contraire, le soutien du FMI n'a d'utilité que pour les gouvernements qui sont, soit surendettés, soit financés par une inflation d'une telle ampleur qu'ils ne sont plus à même de rembourser leurs billets de banque. La clientèle du FMI se compose donc souvent des gouvernements les moins soutenus par leurs populations.

Sans l'intervention du FMI, ces gouvernements seraient voués à l'échec, et donc remplacés par un autre gouvernement ou régime. L'intervention du FMI a pour effet de rendre l'alternance naturelle des gouvernements inefficace. Le maintien au pouvoir du gouvernement est artificiellement prolongé. Pour reprendre le bel euphémisme employé par un ancien directeur du FMI, Fischer (1997 : 26) : « [...] the IMF's political economy role is to strengthen the hands of the reformers within a given country. »

Il est inutile d'énumérer ici en détail les illustrations de ce phénomène dans l'histoire africaine récente (pour les cas de la Zambie, du Rwanda, de la Somalie, de l'Algérie et du Mozambique, voir Ayittey, 1998 : 270 ff); nous pouvons affirmer sans hésiter qu'une des raisons principales du maintien au pouvoir des Mobutu, Nkruma, Somoza et autres dictateurs et tyrans africains depuis les années 1960 est le fruit du support financier accordé par le FMI et par d'autres institutions similaires telles que la Banque mondiale ou la Banque africaine pour le développement.

Une des conséquences de ce maintien artificiel au pouvoir des hommes politiques africains est d'avoir un impact sur leur psychologie. Les interventions du FMI ont, en effet, renforcé un certain fatalisme et une corruption déjà latents au sein de l'opposition politique. Pourquoi s'opposer à un gouvernement puisque son maintien au pouvoir est garanti, quelles que soient ses erreurs politiques ? Pourquoi espérer des élections dans la mesure où de nouvelles interventions du FMI vont masquer les conséquences négatives de la politique en vigueur ? Face à ces questions beaucoup de jeunes Africains talentueux, qui auraient pu changer la politique de leur pays, se sont laissés corrompre et ont rejoint les forces établies pour participer au partage de la proie : impôts, dettes et inflation payés par la population indigène.

Ce n'est certes pas le moindre mal des interventions du FMI que de détruire l'apprentissage et l'alternance politiques, nécessaires à tout vrai développement. Mais ce n'est pas tout. Considérons le schéma suivant caractéristique des politiques économiques qui ont suivi les libérations nationales en Afrique et ailleurs (voir Wolgin, 1997 : 54 f) : une fois repris en main les appareils d'État laissés en place par l'ancien pouvoir colonial, le nouveau gouvernement finance ses projets par la dette et par l'inflation, c'est-à-dire sans même essayer de persuader les contribuables de la nécessité de ses projets. Il crée alors des bureaux et des bureaucraties, donne des privilèges et dote de bons salaires ses membres et ses supporters. Puis, un beau jour, il constate que ses projets ne se concrétisent pas et qu'il ne saurait maintenir la bureaucratie et tout le système de privilèges qu'il a érigés en récompense du soutien de ses fidèles. Sachant que son pouvoir repose non pas sur les idées qu'il représente mais sur les intérêts matériels auxquels il peut pourvoir, il ne voit qu'un seul remède pour le maintenir : recourir à l'aide financière venant de l'extérieur, sous forme d'aide au développement, de crédits à long terme, de crédits à court terme, peu importe. Il est évidemment prêt à faire des concessions politiques et économiques : utiliser les crédits pour s'approvisionner auprès de certaines sociétés occidentales ou leur donner un accès privilégié aux ressources naturelles nationales, et adapter ses politiques économique, financière et sociale aux exigences des experts du FMI.

Voilà l'origine et la véritable nature de cette fameuse dépendance des pays du tiers monde et de ceux d'Afrique en particulier. On s'aperçoit qu'il ne s'agit pas là d'une dépendance « de l'Afrique » ou « des

Africains » en général, mais avant tout d'une dépendance de leurs gouvernements ou plus précisément de leurs classes politiques établies. Cette dépendance n'est pas imposée de l'extérieur, elle est le fruit de la politique antérieure de ces gouvernements et de leur volonté de rester au pouvoir à tout prix. Le FMI n'est qu'un des instruments privilégiés par lesquels ces gouvernements *se rendent dépendants* des classes politiques occidentales. Le néo-colonialisme en est le résultat paradoxal : la libération de l'ancien colonialisme africain a été suivie, souvent de près, d'une servitude volontaire engendrée par la corruption des nouvelles classes politiques.

L'affirmation de Huntington (1993 : 39) sur la nature des opérations du FMI dans les années 1980, a donc une validité bien plus générale : « Through the IMF and other international economic institutions, the West promotes its economic interests and imposes on other nations the economic policies it thinks appropriate. » En effet, dès sa création, le FMI a joué ce rôle, pour la très simple raison que telle est sa véritable nature. L'impérialisme monétaire exercé par le FMI ne dépend en effet aucunement de la manière dont il mène ses affaires. C'est son existence même, le seul fait d'être une institution capable d'accorder de larges crédits sans aucune base commerciale, qui engendre l'ossification politique à l'intérieur du pays « bénéficiaire » et sa dépendance politique vis-à-vis de l'extérieur<sup>13</sup>.

13. Ce fait a évidemment une portée plus large puisqu'il concerne toute forme d'« aide » intergouvernementale et même dans une certaine mesure l'assistance privée. Sur ce point, il est impératif de consulter les travaux de Hazlitt (1973 : 159 ff), Bauer (1991 : 38 ff; 2000 : 41 ff) et Vaubel (1986, 1991); voir aussi Hoppe (1993) et Krueger (1997). Dans un très notable commentaire, L. Vance (2000) écrivait : « The recipient countries are less likely to reform their economies once they get on the US dole. [...] what is often disguised as economic development, disaster relief, or containing communism is nothing more than an elaborate system of bribes and rewards. Foreign aid is further camouflaged as US support for the UN, IMF, World Bank, and other sinkholes for American taxpayer dollars. [...] One of the great myths of foreign aid is that it goes to poor, starving, economically disadvantaged people. But foreign aid is really foreign government aid. And these foreign governments are habitually corrupt, heavily bureaucratic, and statist to the core. Yet the beneficiaries of US foreign aid are not just the miscreant regimes that pocket our aid. Foreign aid further entrenches the US government bureaucracy, increases the power of the State, and lines the pockets of US corporations whose products are bought with foreign aid money. »

## LE FMI DANS UN MONDE DE PAPIERS-MONNAIES : LES ANNÉES 1973 ET SUIVANTES

Le refus en 1971 de la Federal Reserve de rembourser ses billets de banque en or mena, deux ans plus tard, à l'éclatement du système de Bretton Woods et à une profonde transformation de la nature des institutions monétaires gouvernementales. Le dollar ne fut plus un titre monétaire, mais un papier-monnaie, la Fed non plus une banque, mais un producteur de (papier) monnaie.

Si les autres banques centrales avaient continué à rembourser leurs billets en dollars, le système de Bretton Woods se serait transformé. Il serait resté un système de banque centrale mondiale ; cependant, à la monnaie marchandise jusqu'alors utilisée par ce système bancaire, se serait substitué un papier-monnaie, le dollar. Cela aurait, au fond, entraîné d'un seul coup la « dollarisation » du monde entier et, par voie de conséquence, conduit à un agrandissement considérable du rôle de la Fed dans l'allocation de l'inflation mondiale. Véritable producteur de monnaie, elle n'aurait plus été limitée par son obligation essentielle en tant que producteur de titres monétaires de rembourser ses titres. Elle aurait donc pu créer de l'inflation à volonté et allouer cette inflation, selon son bon plaisir, soutenant ses amis et privant ses ennemis.

Les anciennes institutions du système de Bretton Woods, le FMI et la Banque mondiale, auraient été, dans cette situation, incapables de contrebalancer cette augmentation du pouvoir de la Fed. Il n'est donc pas surprenant que les autorités monétaires des autres pays aient refusé de participer à ce nouveau système. Suivant à leur tour l'exemple de la Fed, elles refusèrent le remboursement de leurs billets de banque<sup>14</sup>. Le franc, le mark, la livre, le yen, la lire, etc. se transformèrent donc en papiers-monnaies, et la Banque de France, la Bundesbank, la Bank of England, etc., en producteurs de papiers-monnaies. Il ne resta rien du système de Bretton Woods ; à l'unité monétaire du monde occidental succéda un système de papiers-monnaies concurrentiels<sup>15</sup>.

14. Dans notre analyse, nous ne nous intéressons pas à l'aspect légal du « refus de remboursement ». Il est clair pourtant qu'il s'agit là d'une rupture de contrat entre la banque et sa clientèle. Voir sur la signification de cette violation frappante de droits de propriété Rothbard (1983, 1990) et Huerta de Soto (1998).

15. La concurrence des papiers-monnaies nationaux se faisait surtout dans le négoce international et sur les marchés financiers internationaux. Cependant, à l'intérieur de chaque pays, le papier-monnaie

Dans ce monde inouï de papiers-monnaies, le FMI avait perdu son ancienne raison d'être. Il n'y avait plus de banque centrale mondiale, il n'était donc plus nécessaire de maintenir des institutions pour la gestion collective de l'inflation. Mais les grandes bureaucraties font souvent preuve d'une étonnante flexibilité quand il s'agit de se faire une nouvelle raison d'être ; ce fut le cas du FMI.

Parmi les grands désavantages du nouveau système monétaire international, on comptait l'énorme variabilité des taux de change et, en particulier, la baisse permanente des taux de change des papiers-monnaies dont la quantité augmentait le plus (typiques pour les pays africains). Le FMI se donna donc pour nouvelle mission de stabiliser les taux de change et d'équilibrer les balances de paiement des gouvernements inflationnistes et surendettés. Pourquoi l'Occident a-t-il accepté de subventionner des régimes profondément corrompus en Afrique ? D'un côté, il y avait les intérêts, politiquement bien représentés, de certaines banques créancières de gouvernements africains, de certaines bureaucraties chargées des relations avec le tiers monde ainsi que de certaines industries exportatrices, notamment les industries d'armement. D'un autre côté, la guerre froide semblait imposer la nécessité de soutenir des régimes vassaux en Afrique. Tel fut le contexte qui permit au FMI de solliciter le support financier des principaux gouvernements occidentaux.

Cependant, à partir de 1981, année de publication du fameux « rapport Berg » par la Banque mondiale, le FMI devint de plus en plus la cible de critiques vigoureuses en provenance de l'Occident et du tiers monde. En raison de l'influence des nouveaux gouvernements conservateurs en Grande-Bretagne et aux États-Unis, les critères d'allocation des fonds du FMI changèrent brusquement. Auparavant, les gouvernements clients du FMI devaient s'engager dans la propagation de la contraception et dans des politiques d'égalisation des richesses individuelles. Ensuite, le FMI rapprocha ses critères de ceux communément appliqués par les institutions financières privées. Il demanda un assainissement des finances publiques, le remboursement

national bénéficiait d'un monopole sous la double forme de cours forcé et de l'interdiction d'utiliser d'autres monnaies. Sur la nécessité de ces monopoles pour maintenir une circulation de papier-monnaie, voir Hülsmann (1996, 1998). Pour une analyse des différents ordres monétaires internationaux qui se sont succédé depuis 1973, voir Salin (1992) et Hülsmann (2000 a.).

des dettes à l'étranger et une réduction des dépenses de l'État et de l'inflation.

La nouvelle « conditionnalité » de son soutien fut encore modifiée en 1986 et 1988 avec la création des « facilités d'ajustement structurel » et des « facilités augmentées d'ajustement structurel » qui visèrent surtout les « pauvres » gouvernements de l'Afrique subsaharienne en leur accordant des taux d'intérêt extraordinairement bas (0,5 %). En 1997, ces programmes représentaient un volume de 5,7 milliards de dollars ou à peu près 15 % du chiffre d'affaires du FMI (voir Fischer, 1997 : 26). Pour en bénéficier, les gouvernements en question devaient suivre des prescriptions très détaillées ; on leur demanda, par exemple, de réduire les droits de douane, les subventions et autres formes de l'État-providence, de supprimer les restrictions portant sur l'investissement étranger et de diminuer les salaires de leurs employés.

Il va sans dire que tout cela ne changea rien au caractère essentiel de l'impact du FMI sur ses gouvernements clients et sur les relations internationales. Le néo-colonialisme et l'ossification politique, économique et sociale des pays bénéficiaires ont simplement été modifiés ; pour parler grossièrement, ce ne furent plus les gouvernements « de gauche » que l'on maintint artificiellement au pouvoir mais ceux « de droite »<sup>16</sup>. Ce changement brusque fut suffisant pour déclencher une véritable avalanche de commentaires et d'études critiques du FMI qui, aujourd'hui, semblent avoir atteint leur summum. La grande majorité de ces commentaires et études critiques sont au fond partisans d'un retour au bon vieux temps, c'est-à-dire au soutien des régimes socialistes en Afrique – mais, cette fois-ci, sans les dictateurs socialistes et sans la dépendance. Ils ne s'aperçoivent pas que les interventions mêmes du FMI, quels que soient les critères sous-jacents, créent les dictateurs et la dépendance<sup>17</sup>.

16. Sur la politisation du FMI et de la Banque mondiale, voir Walters (1994 : 12 ff).

17. Pfister et Kremer (2001) suggèrent de faire du FMI un prêteur international en dernier ressort sans en faire la source vive d'un aléa moral mondial. Comme on l'a vu, ceci est une contradiction en soi ; à ce sujet, voir aussi Calomiris (1998).

## L'IMPACT DU FMI SUR LA VIE DES AFRICAINS

Les conséquences économiques du FMI sont les mêmes, quels que soient les endroits et les moments de son intervention. En Afrique, elles présentent des particularités dues à certaines caractéristiques des sociétés africaines par rapport au reste du monde.

Par exemple, l'Afrique est caractérisée par une énorme richesse ethnique et linguistique, comprenant plusieurs centaines de groupes ethniques et linguistiques différents. Le colonialisme européen avait enfermé ces groupes dans à peu près cinquante « pays » différents qui, dans les années 1960, ont réussi la libération « nationale ». À l'intérieur de ces pays-nations, les divers groupes n'étaient cependant unis que par leur ennemi commun, l'ancien pouvoir colonial. Après son départ, il s'avéra très vite que les nouvelles entités politiques n'étaient pas ancrées dans la réalité sociale. Il n'y avait pas de nations africaines dont la cohésion sociale pouvait rendre leur domination par un gouvernement de la même nation supportable. En réalité, il n'y avait que des tribus et des ethnies différentes, souvent hostiles les unes aux autres, enfermées dans les mêmes frontières et soumises au même appareil d'État ; cet appareil, héritage européen, devint alors un instrument formidable dans les conflits et dans les guerres de ces groupes (voir Ayittey 1991 ; 1998).

Or, il faut souligner que, sans l'appui d'institutions comme le FMI, les tribus ou ethnies dominantes dans les pays africains n'auraient pas pu maintenir leur position aussi durablement et aussi durement. Le support des tribus régnantes a intensifié et prolongé la suppression du grand reste des populations africaines.

Un autre trait caractéristique de l'Afrique est le petit nombre d'individus pourvus d'une bonne formation technique, scientifique ou économique. Le renforcement des appareils d'État par le soutien du FMI a provoqué une concentration de ces individus dans les bureaux et offices de l'État. Au *brain drain* vers l'étranger occidental s'ajoutait alors un *brain drain* intérieur. Le moindre talent inhabituel fut absorbé par la gestion de l'État et fut donc perdu pour l'économie privée, comme il fut perdu comme leader potentiel d'une opposition qui aurait repris les soucis de la population.

Cette corruption des élites sociales est la raison fondamentale du très faible nombre de mouvements d'opposition en Afrique après les

grands mouvements de libération des années 1960; en revanche, les innombrables coups d'État reflètent les luttes à l'intérieur des appareils d'État, qui font peu de cas des besoins de la population.

### CONCLUSION

À l'aide de quelques propositions élémentaires de la théorie monétaire, nous avons montré que la création du FMI s'inspirait d'une analyse erronée de la crise monétaire des années 1930; que, de plus, par sa nature, il ne peut résoudre les problèmes qu'il est supposé résoudre, mais au contraire les aggrave et les multiplie; et que, pour cette raison, toute réforme du FMI est vaine. Pour stopper l'impérialisme dont il est l'instrument, pour diminuer l'exploitation du grand nombre d'Africains qui n'appartiennent pas aux classes politiques, pour réduire la dépendance politique de l'Afrique vis-à-vis de l'Occident, il est nécessaire, tout simplement, de supprimer le FMI.

Notre analyse renforce à maints égards l'hypothèse fondamentale de toute une littérature économique et sociologique récente qui souligne la potentialité des pays du tiers monde à se développer grâce à leurs propres forces et par leur intégration spontanée dans la division du travail international, développement et intégration basés sur le respect des droits de propriété de chacun<sup>18</sup>. À la lumière de cette littérature, croire aux effets bénéfiques des divers programmes étatiques de développement et des interventions des diverses institutions gouvernementales (telles que le FMI) semble largement exagéré. Il est donc légitime et nécessaire d'examiner la raison d'être de chacun de ces programmes et de chacune de ces institutions. Dans le cas du FMI, cet examen produit un résultat tout à fait positif, lucide et simple: on peut très bien se passer du FMI. Sa suppression immédiate serait certes déplorable du point de vue des classes politiques, mais bénéficierait à la large majorité des populations en Occident et en Afrique.

18. Voir par exemple Bauer (1991, 2000), Ayittey (1991, 1998, sans année), El-Shagi (1992), Dorn et Hanke (1998) et Soto (1989, 2000). Cette littérature applique à la problématique spécifique du tiers monde les enseignements plus généraux de la théorie économique (voir surtout Mises 1966 et Rothbard 1993) et en particulier des recherches récentes sur l'économie des institutions comme Baechler (1973), Rosenberg et Birdzell (1986) et Osterfield (1992).

### BIBLIOGRAPHIE

- Ayittey, George. 1991. *Indigenous African Institutions*, Ardsley-on-Hudson, N. Y., Transnational Publishers.
- . 1998. *Africa in Chaos*, New York, St. Martin's Press.
- . Sans année. *Les Blocages du développement africain*, Paris, Institut Euro 92.
- Baechler, Jean. 1973. *Le Capitalisme*, 2 volumes, Paris.
- Bauer, Peter. 2000. *From Subsistence to Exchange and Other Essays*, Princeton, Princeton University Press.
- . 1991. *The Development Frontier*, London, Harvester & Weatsheaf.
- Brown, Michael Barratt. 1995. *Africa's Choices: After Thirty Years of the World Bank*, London, Penguin.
- Calomiris, Charles. 1998. « The IMF's Imprudent Role as Lender of Last Resort », *Cato Journal* 17 (3), p. 275-294.
- Chavagneux, Christian et al. 2001. « FMI, Banque mondiale: la fin d'une époque », *Économie politique*, 10 (2).
- Danaher, Kevin. 1994. *50 Years Is Enough. The Case Against the World Bank and the International Monetary Fund*, Boston, Mass., South End Press.
- Dorn, J. A.; Hanke, S. H.; Walters, Alan A. 1998. *The Revolution in Development Economics*, Washington, D. C., Cato Institute.
- El-Shagi, El-Shagi. 1992. *Die Überlegenheit des marktwirtschaftlichen Entwicklungsweges*, Sankt Augustin, Comdok.
- Fischer, Stanley. 1997. « Applied Economics in Action: IMF Programs », *American Economic Review*, 87 (2), p. 23-27.
- Friedman, Milton; Schwartz, Anna J. 1963. *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton, Princeton University Press.
- Gluckstein, Daniel et autres. 1990. *Le Fonds monétaire international (FMI): une entreprise de pillage des peuples*, Paris, Selio.
- Hayek, F. A. [1937] 1964. *Monetary Nationalism and International Stability*, New York, Kelley.
- . 1978. *The Denationalisation of Money*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, Institute of Economic Affairs.
- Hazlitt, Henry. [1973] 1996. *The Conquest of Poverty*, Irvington-on-Hudson, Foundation for Economic Education.

- . 1984. *From Bretton Woods to World Inflation*, New York, Regnery.
- Hoppe, Hans-Hermann. 1993. « Banking, Nation States, and International Politics: A Sociological Reconstruction of the Present Economic Order », *Review of Austrian Economics*, 4, p. 55-87.
- Huerta de Soto, Jesus. 1998. *Dinero, credito bancario y ciclos economicos*, Madrid, Union editorial.
- Hülsmann, Jörg Guido. 1996. *Logik der Währungskonkurrenz*, Essen, Management Akademie Verlag.
- . 1998. « Toward a General Theory of Error Cycles », *Quarterly Journal of Austrian Economics*, 1 (4), p. 1-23.
- . 2000 a. « Schöne neue Zeichengeldwelt » Postface à M. N. Rothbard. *Das Schein-Geld-System*, Gräfelting, Resch.
- . 2000 b. « Economic Principles and Monetary Institutions », *Journal des économistes et des études humaines*, X (2/3), p. 421-441.
- Huntington, S. P. 1993. « The Clash of Civilisations », *Foreign Affairs*, 72 (3).
- Jevons, W. S. 1875. *Money and the Mechanism of Exchange*, Londres.
- Krueger, Anne O. 1997. « Trade Policy and Economic Development: How We Learn », *American Economic Review*, 87 (1), p. 1-22.
- L'Héritau, Marie-France. 1990. *Le Fonds monétaire international et les pays du tiers monde*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Presses universitaires de France.
- Meltzer, Allan H. 1999. « What's Wrong With the IMF? What Would Be Better? », *Independent Review*, IV (2), p. 201-215.
- Mises, Ludwig von. 1944. *Omnipotent Government*, New Haven, Yale University Press.
- . 1966. *Human Action*, 3<sup>e</sup> éd., New York, Regnery.
- . 1980. *Theory of Money and Credit*, Indianapolis, Liberty Fund.
- . 1992. *Money, Method, and the Market Process*.
- Osterfield, David. 1992. *Prosperity versus Planning: How Government Stifles Economic Growth*, Oxford, Oxford University Press.
- Pfister, Christian; Kremer, Gerard. 2001. « Quelles alternatives à un prêteur international en dernier ressort? », *Revue économique*, 52 (2), p. 431-445.
- Raguet, Condy. [1839] 1967. *A Treatise on Currency and Banking*, New York, Augustus M. Kelley.

- Rosenberg, N.; Birdzell, L. E. 1986. *How the West Grew Rich*, New York, Basic Books.
- Rothbard, Murray N. 1980. « The Federal Reserve as a Cartelization Device: The Early Years 1913-1930 », B. N. Siegel, éd. *Money in Crisis*, Cambridge, Mass., Ballinger, p. 89-136.
- . 1983. *The Mystery of Banking*, New York.
- . 1984. « The New Deal and the Monetarz System », G. Garrett et M. N. Rothbard, éd. *The Great Depression and New Deal Monetary Policy*, San Francisco, Cato Institute.
- . 1990. *What Has Government Done to Our Money?* 4<sup>e</sup> éd., Auburn, Ala., Mises Institute.
- . 1993. *Man, Economy, and State*, 3<sup>e</sup> éd., Auburn, Ala., Mises Institute.
- . 1999. « The Origins of the Federal Reserve », *Quarterly Journal of Austrian Economics*, 2 (3), p. 3-51.
- Salin, Pascal. 1991. *La Vérité sur la monnaie*, Paris, Odile Jacob.
- . 1992. *L'Ordre monétaire international*, Paris, Presses universitaires de France.
- Say, Jean-Baptiste. [1841] 1982. *Traité d'économie politique*, reproduction de la 6<sup>e</sup> éd., Genève, Slatkine.
- Sennholz, Hans. 1985. *Money and Inflation*, Spring Mills, Penns, Libertarian Press.
- Sheehan, James M. 2001. Clinton's Money Man », *The Free Market*, 19 (5).
- Soto, Hernando de. 1989. *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*, New York, Harper & Row.
- . 2000. *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, Basic Books.
- Tabarrok, Alexander. 1998. « The Separation of Commercial and Investment Banking: The Morgans vs. The Rockefellers », *Quarterly Journal of Austrian Economics*, 1 (1), p. 1-18.
- Vance, Laurence M. 2000. « The Foreign Aid Debacle », *The Free Market*, 18 (12).
- Vaubel, Roland. 1986. « A Public Choice Approach to International Organisation », *Public Choice*, 51, p. 39-58.

———. 1991. « The Political Economy of the International Monetary Fund », R. Vaubel et T. D. Willets, éds. *The Political Economy of International Organisations: A Public Choice Approach*, Boulder, Colorado, Westview Press, p. 204-244.

Walters, Alan. 1994. *Do We Need the IMF and the World Bank?* Londres, Institute of Economic Affairs.

Wolgin, Jerome M. 1997. « The Evolution of Economic Policymaking in Africa », *American Economic Review*, 87 (2), p. 54-57.

World Bank. 1981. *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*, The Berg Report, Washington, D. C., World Bank.